



Damien Girard, 44 ans est entré à la SNCF EN 1997. En 1999, il rejoint la CGT. Aujourd'hui, agent de circulation, il est secrétaire du syndicat des cheminots de Savenay.

La loi sur la réforme du système ferroviaire : Après cette loi, le service public de la SNCF est-il pérenne ? Et pourquoi ?

Par cette réforme, la SNCF, entreprise de service public, est menacée. L'expérience de la libéralisation du fret n'a pas servi de leçon. Elle est au contraire étendue au trafic voyageur. Il n'est plus désormais question de décentraliser l'organisation du transport ferroviaire mais de la régionaliser en ouvrant sa gestion à la concurrence. La politique d'équilibre du développement du territoire est ainsi directement remise en cause.

Qui sont les cheminots : conducteurs, contrôleurs, agents d'entretien... et qui d'autres ?

Depuis le début de la libéralisation du ferroviaire par la commission européenne, la physionomie du cheminot exclusivement agent SNCF roulant (à bord des trains) ou sédentaire (en gare) soumis à un statut a beaucoup évolué. Au sein de la SNCF les embauches au régime général ont augmenté, et l'entrée d'entreprises privées dans le paysage ferroviaire a diversifié la corporation cheminote. Des synergies nouvelles se sont créées pour défendre l'intérêt commun des conditions de travail et du maintien d'un haut niveau de sécurité des circulations. Quant au domaine de l'entretien et de la rénovation des voies par le jeu des appels d'offres, la concurrence décomplexée fait régner les règles de la sous-traitance à outrance et du travail détaché. Avec ces salariés du rail, qui dépendent en majorité de la convention collective du BTP, la barrière linguistique et une culture syndicale radicalement différente ne facilitent pas les contacts avec nous, agents SNCF.

Après la grande manifestation des cheminots le 22 mai, le mouvement contre cette réforme a débuté le 11 juin 2014. Localement, quel a été le niveau de mobilisation ?

Les syndicats de cheminots CGT de St Nazaire et de Savenay ont travaillé de concert et nous avons pu constater une mobilisation à hauteur de l'action de 2010 contre la réforme des retraites. Néanmoins dans la deuxième semaine de grève les effets conjugués de pertes de salaires, du déferlement médiatique, de l'intransigeance du gouvernement et de la direction SNCF et la signature de l'accord dit de « modernisation » par la CFDT et l'UNSA ont effrité les forces et ont conduit les cheminots dans l'action à suspendre le mouvement dans l'ordre et l'unité.

La plateforme revendicative commune avec la CGT, UNSA et Sud-Rail a-t-elle été déterminante dans la tenue du conflit ?

Le cadre unitaire CGT-Sud Rail-UNSA autour du projet alternatif de la CGT intitulé « La voie du service public »

a été porteur dans la prise de conscience des cheminots et a notamment amené cette manifestation de 22 mai à Paris à un très haut niveau de mobilisation. Tant localement que nationalement ce mouvement s'est caractérisé par une très bonne tenue des cheminots en grève, sans débordements ni dégradations, en respectant l'outil de travail et en évitant de bousculer les agents en poste mais en cherchant le dialogue afin de faire connaître les méfaits du projet gouvernemental.

Quelles seront les conséquences de cette réforme pour les cheminots ?

Dans un premier temps le contrat de travail de tous les cheminots sera transféré vers l'un des 3 nouveaux employeurs à l'échéance du 1er janvier 2015 ce qui montre bien le démantèlement de la SNCF et non son unification comme voulaient l'affirmer la direction et le gouvernement. Les 3 EPIC* (SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilité) auront jusqu'au 1er juillet 2016 pour réécrire le statut. Le socle social commun se traduira par la mise en œuvre d'une convention collective nationale au minima, négocié à la marge, pour chacune des entreprises ferroviaires.

* EPIC = entreprise publique chargée de la gestion d'une activité de service public industriel et commercial.

Et pour les usagers ?

La déshumanisation des gares va s'amplifier (réduction d'ouverture, voire fermeture des guichets en ayant recours aux automates mais surtout Internet). L'accompagnement dans les trains sera remis en cause. Le contrôleur lutte contre la fraude mais assure aussi la sécurité des voyageurs. L'optimisation drastique des coûts de fonctionnement conduira à la suppression de trains dans les heures de dessertes les plus déficitaires, voire à la fermeture de lignes jugées pas assez rentables et transférées vers des liaisons routières.

Les travaux de maintenance et de régénération n'étant plus garantis, le vieillissement des installations impactera directement au mieux la régularité, au pire la sécurité des circulations.

Les médias ont joué leur rôle de désinformation, comme ils le font régulièrement dès qu'il s'agit de mouvements sociaux importants. Comment as-tu vécu cela ?

Moi-même, mais aussi les plus anciens, n'avons jamais connu un tel déversement de fiel de la part des grandes chaînes télévisées qui nous ont purement et simplement dépossédé des opportunités d'ouvrir le débat sur la réforme du ferroviaire. Tous les moyens étaient parus bon pour décrédibiliser les cheminots dans l'action, et porter préjudice à la CGT. France Télévision n'a pas assuré sa mission de service public en délivrant aux contribuables une information neutre et impartiale.

La lutte des cheminots est-elle toujours d'actualité ?

Oui car la réforme n'a absolument rien réglé concernant les dysfonctionnements du système ferroviaire, ni son financement. Le futur socle social commun ne présage rien de bon. Les accords sociaux sont tous remis en cause : réglementation du travail, 35H, formation, comités d'établissements, représentativité... Nous sommes en train de tirer les enseignements du mouvement de juin. Il est essentiel de maintenir une CGT en ordre de marche afin de garantir les intérêts des cheminots et des usagers, et nous préparons d'ores et déjà les modalités de prochaines actions.



CONTACT !

L'Info de l'interpro

Actualité

CONTRE L'ALLEGANCE AU CAPITAL, TORDONS « LE COUT DU TRAVAIL » !

La rentrée des classes arrive tout juste et déjà la rentrée politique est bien amorcée et augure une rentrée syndicale chaude !

Décidemment, ce gouvernement tourne le dos aux salariés, retraités et privés d'emploi pour mieux embrasser le camp du patronat et de la finance.

Les seuls ministres qui ont osé remettre (à minima) en cause les politiques d'austérité sont débarqués au profit d'un financier placé à la tête du ministère de l'économie et de l'industrie (Emmanuel Macron).

Si le symbole ne suffisait pas, Valls déclare publiquement sa flamme au patronat sous un tonnerre d'applaudissements à l'université du MEDEF.

Si certains doutaient encore de l'orientation libérale du couple Valls-Hollande au moins les choses sont clarifiées comme ils l'affirment eux-mêmes.

Clarifiées OUI, mais nous salariés, syndiqués, militants sommes-nous prêts au combat, prêts à la bataille des idées, prêts au rapport de force pour infléchir cette politique ?

La CGT est, aujourd'hui, la seule organisation syndicale à s'opposer aux diverses idées négatives prétextant que le travail est un coût, alors que pour la CGT il est au contraire une RICHESSE !

C'est par la revalorisation des salaires et des pensions que l'économie de notre pays retrouvera le chemin de la croissance, de la production de richesses et de l'emploi.

Dès le 16 septembre, l'Union Locale propose à tous les militants une assemblée de rentrée qui doit nous armer pour mener cette bataille sur le **coût du capital** et définir ensemble les perspectives de luttes possibles sur notre territoire.

Travaillons d'ors et déjà à une mobilisation forte autour du financement de la protection sociale au mois d'octobre et débattons dans toutes les entreprises pour revendiquer des augmentations de salaires et des embauches.

Bonne rentrée camarades en espérant que les congés payés vous aient apporté les forces pour continuer plus que jamais le combat contre ce capitalisme et ceux qui le nourrissent un peu plus chaque jour.

**MAINTENANT,
IL EST TEMPS DE PASSER
À L'ACTION**



**ARRÊTONS
LA FUTE DE
NOS ACQUIS
SOCIAUX
VITE !**

LE SERVICE PUBLIC, LE BIEN COMMUN

En décembre 2014, plus de 5 millions d'agents des services publics vont, pour la première fois, voter le même jour à des élections professionnelles. Les militantes et militants de la CGT sont au quotidien au côté des agents publics, pour la défense de leurs droits et garanties, pour la défense et le développement des missions, de l'emploi et la reconnaissance des qualifications. Et à la CGT, la défense des agents est aussi nécessairement et intimement liée à celle du service public.

Pour la CGT, le service public, c'est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas.

C'est la garantie de l'égalité d'accès et de traitement des usagers et des citoyens, de leur naissance et tout au long de la vie, pour répondre aux besoins des enfants, des femmes et des hommes.

Les services publics, territoriaux, hospitaliers ou d'Etat participent à ce «vivre ensemble» indispensable dans

une société où les inégalités et les injustices sont de plus en plus insupportables.

Nos valeurs, autour de l'emploi statutaire et de la lutte pour la titularisation des contractuels et précaires, c'est justement de garantir un service public de qualité, de proximité et de pleine compétence au service de chacun et de tous.

Parce que nous avons une communauté de vie et de destin avec l'ensemble des salariés, des privés d'emplois, des retraités, nous inscrivons notre action syndicale au coeur des enjeux de l'avenir du département de Loire-Atlantique et de l'action interprofessionnelle Public-Privé.

Fonctionnaires, nous sommes solidaires de l'ensemble des luttes pour l'emploi, les salaires, le droit à la protection sociale.

Nos valeurs de justice, de solidarité, de fraternité, d'égalité, sont notre force.

C'est pour cela que nous sommes à la CGT.

LE 11 JUIN DERNIER, À ST NAZAIRE DÉMARRAIT UNE GRÈVE VOTÉE EN AG À 60%, PAR LE PERSONNEL DU CENTRE COURRIER DE LA POSTE, ET QUI ALLAIT DURER 7 JOURS.

Cette lutte avait pour objet de combattre les suppressions d'emplois prévues dans le cadre de la future réorganisation (en octobre), 4 emplois étaient concernés.

Après 7 jours de combats (piquets sur le site des colis, piquet également au courrier, tract aux usagers, et manif commune avec les cheminots) et d'intenses négociations: un relevé de décision soumis à l'acceptation du personnel était signé par la CGT dans lequel la poste s'engageait à conserver 2 emplois sur les 4 initialement prévus, à maintenir un volant de remplacement à 24,8% contre les 19 actuels, recours à 2 cdisations, nous reprenions le travail avec une confiance relative, l'été allait nous donner raison (tournées non distribuées, suppressions des heures sup....) la rentrée promet d'être musclée !

Stéphane Gicquel
Facteur à St Nazaire



Η διεπαγγελματική συνδικαλιστική ένωση CGT, είναι το δικό σας εργαλείο για περισσότερη κοινωνική δικαιοσύνη !*



***L'Union Syndicale Multi professionnelle CGT, votre outil pour plus de justice sociale !**

Le 8 juillet, dès 6h15, plus de 20 militants CGT se sont déployés aux portes des chantiers STX. Ils ont distribué, à tous les salariés, un tract de l'Union Syndicale Multi professionnelle CGT portant sur les propositions de la CGT pour gagner sur le site de la navale un statut de haut niveau tant à l'échelle des rémunérations, des conditions de travail, des amplitudes horaires que de la dignité dus à l'ensemble des salariés.

Ce tract en français était traduit au verso en anglais, portugais, espagnol et grec. Cela a permis d'échanger avec les salariés à statut, intérimaires et sous-traitants.

Au vu de l'accueil favorable, c'est la confirmation, si besoin en était, que la revendication de la CGT du pointage de tous les salariés sur chaque période horaire travaillée pour le paiement d'une juste rémunération du travail effectué parle à tous les travailleurs qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs.

La lutte pour l'ensemble de ces revendications constitue la seule voie efficace pour briser la mise en concurrence insupportable entre salariés, orchestrée par le patronat.



**La Unión Sindical multi-profesional CGT,
Es tu herramienta para obtener justicia social
! ***



**A União Sindical Multiprofissional CGT,
É a vossa ferramenta para uma maior justiça social ! ***



**Uniunea Sindicală Multiprofesională CGT,
instrumentul dumneavoastră pentru mai multă dreptate socială ! ***



DES MILITANTS CGT TOUJOURS TRÈS PRÉSENTS !

En Loire-Atlantique, fidèle au rendez-vous depuis plusieurs années, l'union départementale CGT 44, avec les unions locales de Paimboeuf, Sud Loire et Saint-Nazaire, s'est encore fortement mobilisée pour aller à la rencontre des saisonniers et vacanciers. C'est près de cinquante militants et militantes qui se déploient sur le département et visitent commerces, campings et marchés, aussi bien à Batz-sur-Mer qu'à Pornic.

